



COMMUNIQUE DE LA SECTION CGT-SAD

Après l'annonce du renoncement du groupe Presstalis de se porter acquéreur de la Holding contrôlant la Soprocom (39 dépôts), nous apprenons par voie de presse que le premier ministre François Fillon a confié à Bruno Mettling une mission sur la distribution de la presse. Cette dernière déterminera *les conditions auxquelles doivent être subordonnées le soutien exceptionnel que l'État pourrait accorder à Presstalis.*

Ces deux annonces coup sur coup ont de quoi surprendre !

En effet, la direction du groupe confrontée à une situation comptable inédite (rumeurs de dépôt de bilan) en appelle aujourd'hui aux pouvoirs publics pour obtenir une ligne budgétaire.

Si la crise a bon dos, elle ne peut pas suffire à justifier l'état financier du groupe. Que dire de la stratégie mise en œuvre par les différentes directions (baisse des barèmes, financement de plans de départs massifs, recours à la sous-traitance) qui au fil des années ont fragilisé le groupe tant sur le plan industriel que sur le plan comptable.

En fait le joker gouvernemental pourrait bien être l'aveu d'une incapacité à mettre en œuvre une réelle stratégie de développement et la mission ne serait prétexte qu'à débloquer des fonds en vue d'un nouveau plan social.

Alors que l'axe stratégique du groupe Presstalis semblait, après le plan défi 2010, s'articuler autour d'un repositionnement sur le niveau 2 (les dépôts de presse) un émissaire du gouvernement est appelé à la rescousse pour « mettre de l'ordre dans nos affaires ! »

La section SGLCE-CGT de la SAD s'interroge sur les raisons qui guident aujourd'hui les choix de la direction de Presstalis.

Sur le dossier Soprocom par exemple, alors que l'acquisition des 39 dépôts ne semblait être qu'une formalité, aujourd'hui tout est suspendu; pire, le « concurrent » MLP fait une offre de rachat de ces dépôts.

La direction, en privilégiant systématiquement le pilotage à l'extérieur via des intermédiaires plutôt que l'expansion du groupe en interne, a pris de gros risques !

En effet, n'était-il pas plus simple, lors des évolutions du réseau de transformer progressivement ces dépôts privés en SAD ou de privilégier les rattachements pour renforcer les équipes de la SAD, plutôt que d'opter pour une solution SOPROCOM ?

Cette stratégie présentait au moins l'avantage de s'assurer que ces dépôts resteraient au sein du groupe quelques soient les turbulences extérieures.

Nous n'avons eu de cesse de le dire et redire à l'occasion des CCE de la SAD ; le développement économique et industriel du niveau 2 passe par l'apport d'activité.

Aujourd'hui, cette stratégie à court terme montre ses limites puisque les dépôts contrôlés par le groupe via la Soprocom, risquent de basculer aux MLP...

PERDANTS sur tous les tableaux :

Les salariés :

Le personnel de Soprocom est dans la tourmente et pourrait perdre toute opportunité de voir leurs conditions de travail tirées vers le haut.

L'entreprise :

Stratégiquement, puisque le réseau du groupe risque de perdre 39 dépôts sur les 60 qu'elle contrôle.

Il est temps de se ressaisir !

Pour le niveau 2, la section SGLCE- CGT de la SAD revendique entre autre l'intégration d'activités que le groupe sous-traite à des logisticiens. Ainsi les plates formes doivent être traitées au sein des entités du groupe dans le cadre des synergies. Pour étayer la pertinence de cette solution, le CCE de la SAD a mandaté un cabinet d'expertise.

À l'inverse d'une stratégie qui transforme une activité interne en un coût externe, et qui pourrait conduire à la faillite de notre système, la CGT oppose un projet s'appuyant sur les savoir-faire des salariés de l'entreprise plutôt que sur la sous-traitance,

Car qui est vraiment responsable du départ de Mondadori, et d'une faillite possible ?

Les ouvriers NMPP du niveau I? Les employés et les cadres de la SAD du niveau II ?

Il est temps que les directions reconnaissent leurs erreurs et optent pour une autre politique à l'aube de 2010.

Les salariés, qui ont fait confiance massivement à la CGT lors du dernier scrutin à la SAD, seront derrière leur Organisation Syndicale pour exiger de toute urgence un changement de logique et de réelles mesures visant à conforter la charge travail pour les salariés du groupe Presstalis.

Messieurs les dirigeants, sortez de votre orthodoxie libérale qui nous mène à la faillite !

Paris, le 20 janvier 2010